

N° 795 — 4 F  
DU 21 SEPT. AU 27 SEPT. 78

**NOUVELLE ÉDITION**  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
**PSU**

# tribune socialiste

**P.S.U. ·  
réfléchir ensemble**



## Accueillir la petite enfance

# CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Le Centre Populaire de Formation Socialiste (CPFS) est un centre de formation ouvert à tous travailleurs, intellectuels, étudiants, syndicalistes. Il propose des thèmes d'étude et de réflexion marxiste et autogestionnaire.

Le Centre Populaire de Formation Socialiste se voudrait forum de rencontres et de discussions, outil d'acquisition de connaissances pour une meilleure intervention dans la lutte des classes.

La prochaine session aura lieu au dernier trimestre 78, au CREFA, 78, rue de Sèvres, 75007 Paris. Les cours débuteront le mardi 10 octobre et le vendredi 13 octobre avec un cycle d'études théorique et un cycle d'études historique. Un cycle d'études économique sera organisé au premier trimestre 1979.

## Cycle théorique. — Le mardi, de 19 h à 21 h.

- marxisme et écologie : deux séances, les 10 et 17 octobre.
- marxisme et féminisme : une séance, le 24 octobre.
- marxisme et nationalité : deux séances, les 7 et 14 novembre.
- marxisme et politique : deux séances, les 21 et 28 novembre.
- marxisme et autogestion : une séance, le 5 décembre.

**Cycle historique.** — Le vendredi, de 19 h à 21 h (les thèmes de chaque séance seront précisés sous peu).

L'histoire des courants de pensée socialiste en France.

**Cycle économique.** — Premier trimestre 1979 (programme en cours d'élaboration).

CREDIT PHOTOS. — P. 1 : photo Manuel Joaquim ; p. 9 : photo Moura (Gamma) ; p. 11 : D.R. ; p. 13 : D.R. ; p. 15 : D.R. ; p. 16 : D.R.

## BULLETIN D'INSCRIPTION AUX DEUX PREMIERS CYCLES

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

S'inscrit au cycle :

Théorie  Histoire

Règlement joint :

1 cycle : 70 F - 2 cycles : 120 F

C.C.P.  Chèque bancaire

à l'ordre de :

CPFS, C.C.P. 15 307 39 C Paris.

Désire recevoir le programme du cycle Economie .

Bulletin à retourner à : Simone RUEL, CPFS, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

# Poitiers : 18-19 Novembre Convergence autogestionnaire



Depuis l'assemblée des comités locaux (6 et 7 mai à Paris) la discussion s'est poursuivie dans le Front autogestionnaire, sur ses buts, son identité et ses modes d'intervention et d'organisation. Comme on dit, le débat est ouvert, notamment en vue de la tenue d'une Convergence autogestionnaire les 18 et 19 novembre à Poitiers. Cette Convergence devrait concerner (et pourquoi pas rassembler) tous les militants qui, engagés dans un champ d'activité déterminé, s'interrogent aujourd'hui sur le mûrissement d'une

démarche unifiante, mais respectant les spécificités, donc fondamentalement autogestionnaire.

Tribune Socialiste participera, dans le cadre qui est le sien, à la préparation de cette rencontre dont les modalités ne sont pas encore entièrement fixées mais dont le cadre général a été discuté par le collectif provisoire du Front autogestionnaire lors de sa réunion du 9 septembre à Paris. Il est ainsi proposé que la convergence de Poitiers soit préparée à la base par des assemblées ouvertes locales abordant les thèmes proposés au débat. De telles assemblées seront prises en charge par les comités locaux là où ils existent, tout en étant en même temps l'occasion d'en susciter la création ailleurs.

La rencontre elle-même aurait un double objectif : à la fois préciser l'identité, les objectifs et moyens d'organisation du Front, tout en permettant une confrontation des expériences de lutte et d'intervention dans le champ social.

Dans cet esprit, la Convergence pourrait comporter (le samedi)

un travail par carrefours dont certains thèmes ont déjà été proposés : le mouvement des femmes aujourd'hui et ses liens avec les mouvements syndicaux et politiques ; les expériences de vie différente ; la pratique municipale et le projet autogestionnaire ; les nouvelles formes de la division sociale du travail ; l'emploi et la restructuration capitaliste ; les radios libres, locales, municipales et l'autogestion ; la presse parallèle ; les autoréductions dans le cadre de vie ; quelles perspectives aujourd'hui pour le mouvement antinucléaire ? ; les minorités nationales ; la militarisation de la société civile ; les immigrés ; les problèmes de l'espace rural et de la vie à la campagne, etc.

En même temps, à partir des carrefours, puis en séance plénière (dimanche), la Convergence pourrait concrétiser le débat sur l'identité du Front et sur les moyens et perspectives d'un regroupement sans doute plus large qu'actuellement du courant autogestionnaire. Dans cet esprit, un texte (par exemple, un manifeste) pourrait être proposé, le sigle du Front autogestionnaire étant lui-même remis en question par certains comités.

Cette base d'identité étant établie pour fonder l'action future, des moyens seraient dégagés : par exemple, la constitution d'un centre d'information et d'études sur l'autogestion.

Toutes ces suggestions sont encore l'objet de discussions jusqu'au 7 octobre, date à laquelle le collectif provisoire se réunira de nouveau afin de rédiger une brochure de préparation générale des thèmes débattus, ainsi qu'une brève introduction à chaque carrefour spécialisé.

Pour tout renseignement écrire à : Front autogestionnaire, B.P. 89, 75722 Paris Cedex 15.

Le bulletin du Front autogestionnaire n'est envoyé que sur abonnement.

20 F les 10 numéros - CCP : Jean Ruel, 6974 - 36 N Paris.

● **Kolwezi 78.** Sous ce titre, le Comité belge Zaïre consacre son dernier bulletin (n° 5, juillet-août 78) à l'intervention franco-belge le 13 mai dernier, au Zaïre. L'ensemble du dossier repose sur des témoignages recueillis auprès de témoins directs des événements. Des témoignages accablants qui rétablissent la vérité sur cette affaire. Contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit, l'opération Kolwezi était bien une opération dans le plus pur style néo-colonial. La brochure (54 p.) peut être commandée au Comité Zaïre, Sint Jacobsmarkt, 82 - 2000 Anvers (Belgique), au prix de 40 francs belges, à régler par mandat international.

● **Erythrée en lutte,** bulletin d'information du Front populaire de libération de l'Erythrée (n° 13-14 sept-oct. 78), qui vient de paraître est à commander à Erythrée en lutte, 50, rue du Faubourg Saint Antoine, 75012 Paris.

● **L'unité populaire.** Le n° 23 de l'organe central du Mouvement d'unité populaire (tunisien) paraît exceptionnellement en langue française, cette fois-ci. On peut se le procurer ainsi que d'autres brochures éditées par le M.U.P. à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015-Paris.

## Droits des soldats A visage découvert

Conférence de presse, mardi, du Comité Droits et Libertés dans l'Institution Militaire (D.L.I.M.), dont le P.S.U. a soutenu la création et auquel il participe activement.

Ça y est : les syndicalistes qui, fin 1975, avaient lutté pour la reconnaissance des comités de soldats, ont reçu leur non-lieu, les lavant de toute accusation d'atteinte à la Sûreté de l'Etat. En plein mois d'août, dans le silence.

Par ailleurs, depuis juin, les appels continuent de signer la pétition nationale en faveur de la gratuité des transports et de l'instauration d'un nouveau régime de perm. Il faut savoir que signer une pétition n'est pas un motif valable pour faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

La conférence de presse a permis de prouver publiquement — après le *Canard enchaîné* — que la Sécurité Militaire utilise abondamment les dos-

siers des Renseignements Généraux. On a pu distribuer les copies de deux fiches de la S.M. de la 1<sup>re</sup> région militaire demandant aux R.G. des informations sur un futur appelé et sur sa famille.

Vingt-cinq antennes du comité, affilié à la Ligue des droits de l'homme, sont installées en province pour contrôler et transmettre toute information sur les atteintes aux droits et libertés des soldats. Le D.L.I.M. a relevé que 237 sanctions ont été infligées dans les casernes en juin et juillet pour réunions politiques ou syndicales.

Cependant, la hiérarchie militaire est ébranlée : les commandants ne respectent plus toujours les exigences de la Sécurité Militaire. Le D.L.I.M. y voit un effet de son activité. Il va plus loin, avec les appelés qui veulent aujourd'hui défendre leurs droits « à visage découvert ».

## hUMEUR

### Vincennes : le tiercé perdant

**P**IERRE MERLIN, président de l'Université Paris XIII-Vincennes, vient de porter plainte pour diffamation contre Alice Saunier-Seïté. Il lui reproche d'avoir raconté cet été, à la fin d'un de ces banquets giscardo-provinciaux où fleurissent la finesse et la nuance, qu'à l'Université de Vincennes un cheval avait obtenu sa licence. Rires gras des vieux tocards qui, depuis, racontent l'histoire dans tous les coins du Finistère.

Alice a beau être un vieux cheval de retour, elle peut avoir du mal à sauter l'obstacle devant le président du tribunal correctionnel. A force de faire du dressage en force, la ministre des Universités pourrait écopier d'une ruade sévère. A condition que les Vincennes sortent du petit trot dans lequel ils se reposent depuis quelques années. Car l'histoire du cheval licencié ce n'est qu'un écart dans la longue course que Alice a entreprise avec Vincennes.

Le tiercé qui guette les habitués de Vincennes, la fac, pas l'hippodrome, c'est le déménagement, le démantèlement et l'enrouement. Dans le désordre, bien entendu, le plus grand désordre, même. A force de laisser les ringards courir devant pendant que les autres se disputent le peu de foin qui reste au ratelier, les Vincennes seront bientôt largement hors course.

Le déménagement c'est du sûr, l'enrouement c'est du vécu quotidien grâce à ceux qui voient dans ce déménagement les dangers menaçant de l'augmentation de leur ticket de métro et le démantèlement c'est ce qui guette tous les Byzantins qui marquent le pas pendant qu'Alice galope à fond en faisant semblant de faire de

la peine à Chirac qui aurait voulu que Vincennes déménage dès la rentrée 1978. Pendant que d'aucuns discutent du sexe d'Alice, le gouvernement dresse les obstacles.

Dans l'état actuel de la mobilisation politique de la fac où des naïfs s'imaginent que souffle encore beaucoup l'esprit de 68, je ne mettrais pas un franc sur ses chances d'arriver bon premier dans la course d'endurance engagée avec Alice. De son paddock, elle a l'impression que les fringants coursiers d'il y a dix ans ne peuvent plus guère prendre le mors aux dents. Les nouveaux philosophes ne peuvent pas à la fois déjeuner chez Giscard et bouffer du cheval contre son gouvernement. Depuis le mois de mars, on sait d'où vient le picotin...

La compromission historique donne mal aux jambes et à la tête, et l'entraîneur Merlin a du mal à faire galoper son troupeau, même lorsqu'il manie allègrement le fouet et la cravache. Dix ans de néo-mandarinerie, ça vous épaisse incroyablement le cuir.

Reste qu'Alice devrait se méfier un peu : on sait que dans les *Prix à réclamer* qui se courent tout près de la fac on voit parfois surgir en tête, des outsiders qui battent tout le monde à plat de couture avant de redevenir des cracks. Suffit qu'une mauvaise mouche les pique ou bien qu'on les dope. Et la loi d'orientation n'a pas encore prévu de faire pisser les universitaires dans des éprouvettes. Tous les coups sont donc permis.

Alors réflexion faite, je prends quand même les paris. Mais l'arrivée se fera dans un mouchoir.

C.-M. VADROT ■



L'élection du R.P.R. De la Malène, en mars, a été annulée par le Conseil constitutionnel (photo-montage du journal « Le 14<sup>e</sup> Village »)

## 16<sup>ème</sup> Circonscription de Paris: en battant la campagne

- **Dimanche** : Nous mettons, l'après-midi, la dernière main au matériel du PSU : affiches officielles et surtout profession de foi.
- **Mardi soir** : Réunion de la section. Le matériel est là. Nous discutons de son contenu politique. Puis distribution du travail (collage, diffusion).
- **Mercredi** : Matinée au marché Villemain. Nous sommes les premiers. Le PS, puis les écolos arriveront un peu plus tard. Distribution du premier tract de la campagne : « **Un candidat du PSU, le 24 septembre, pour quoi faire ?** ». Discussion sur la rénovation dans le quartier ; De La Malène et les chances de le battre, sa campagne ; le porte-à-porte des militants du RPR, leurs arguments fallacieux, leurs belles brochures luxueuses. Soirée-Meeting de Rolande Perlican avec G. Marchais. Nous distribuons ce qui sera le deuxième tract de la campagne : « **Lettre ouverte aux gens de gauche** », plus un tract spécifique posant trois questions au PCF (sur les raisons de la défaite, la démocratie interne, l'Union soviétique et les pays de l'Est). Les écolos et la LCR sont là aussi. Nos tracts sont bien pris et ne donnent lieu qu'à de rares mouvements de mauvaise

- humeur. Marchais parle 1 h 20 mn. Mouvements divers dans la salle. Certains militants du PC supportent de plus en plus mal ce genre de mascarade. A la fin du meeting, nous sommes les seuls à diffuser ; la LCR et les écolos se sont déjà envolés.
- Minuit, au **Pieds dans le plat**, un des restaurants parallèles et sympa du quartier, discussion amicale avec Gérard, l'un des animateurs du journal local, **14<sup>e</sup> Village** (1 500 exemplaires vendus par mois).
- **Jeudi matin** : Diffusion sur les métro du quartier. Les gens en ont ras-le-bol de la guerre d'affiches PC-PS sur les murs. Ils nous le disent. Nous, nous avons décidé de ne pas user nos forces dans ce sport un peu particulier.
- **Samedi** : Diffusion devant le Prisunic. Toujours la même chose : rénovation, De La Malène, la guerre PC-PS. Le PC appelle par haut-parleur les femmes à un meeting avec Rolande Perlican, et un tract : « **Nous, on est gentils ; le PS, c'est des méchants...** ».
- Et des diffusions, et des rencontres et des collages. De La Malène fait dans l'écolo. La droite sillonne le quartier avec des ballons

de toutes les couleurs : « **Votez De La Malène.** » « **A quand des sarbacanes pour les crever, leurs ballons ?** », demande Gérard.

- **Lundi** : Conférence de presse au local de la section qui est aussi celui d'une crèche sauvage. L'AFP, **Le Monde**, **Le Matin**, **Hebdo-TC**. Malgré un certain nombre de coups de téléphone, **Libération** et **Rouge** ne sont pas là. Exposé des grandes lignes de la campagne. Michel Mousel enchaîne sur les résultats de la Conférence nationale et les termes du débat interne du parti (cf. article p. 6). Et cela continue. Mardi, meeting du PSU et encore des difficultés, des collages, le meeting du PS, celui de la Ligue, celui des écolos...
- **Dimanche** : Les résultats. Combien ? On verra !!!

Guy PERRIN (candidat PSU) et Dominique RADIN (suppléant)

## La Malène du Larzac

Christian de la Malène, candidat RPR de la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris, s'intéresse au Larzac. Par un juste retour des choses, le comité Larzac de Paris s'intéresse donc à Christian de la Malène...

Notre homme a acheté, en 1966, 270 hectares sur le plateau de Larzac pour 5 millions de centimes. A l'époque secrétaire d'Etat de Michel Debré, il était bien placé pour saisir l'occasion. Aujourd'hui son domaine (le Baylet) vaut de dix à douze fois son prix d'achat, mais il est resté en friche et les bâtiments sont à l'abandon. Pourtant, M. de la Malène a obtenu l'adduction d'eau lorsqu'elle est refusée à des fermes habitées, situées dans le périmètre d'extension du camp militaire. Sur ces hectares l'armée manœuvre en paix...

De la Malène était connu comme un des artisans de la Villette, des Halles, de la tour Montparnasse, comme le videtur de la population du 14<sup>e</sup> arrondissement. On sait maintenant qu'il est aussi un de ces gros propriétaires qui « gèlent » la terre sans se soucier des paysans dont c'est l'outil de travail.

Pour contacts : Comité Larzac Paris-14<sup>e</sup>, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

## bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle   
 NOM..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 Profession.....  
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
 Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent  
 Rédacteur en chef : José Sanchez  
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche  
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan  
 ● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel  
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot  
 Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé  
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux  
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
 9, rue Borromée, 75015 Paris  
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.  
 Administration et publicité : 566-45-37  
 Numéro de la commission paritaire : 37 392  
 Distribué par les N.M.P.P.  
 Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05  
 Changement d'adresse  
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

## le mirage de la paix

par Alain TLEMCEN



La paix séparée, ce n'est pas la paix. Certes, Sadate, se veut rassurant lorsqu'il explique que les deux phases de la dynamique déclenchée à Camp David devront aller de pair. Plus précisément, le chef d'Etat égyptien dit à qui veut l'entendre que la mise en route de l'accord sur « un cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Egypte et Israël » devra se faire simultanément à l'application de « l'accord sur un cadre pour la paix au Proche-Orient ». Et ce, sous menace de rupture. Tout

le problème est là : l'accord partiel arraché par un Carter essoufflé mais ravi dans cette négociation-marathon sera-t-il un frein ou un tremplin pour un règlement global ?

Pour le moment, la déclaration de bonne intention de Sadate est surtout faite pour épater la galerie. Du côté des pays arabes du camp dit « de la fermeté » et des Palestiniens de l'O.L.P., c'est peine perdue. En effet, franchement mécontents de la rupture d'un Front arabe qui en a vu d'autres, ils n'ont pu qu'exprimer leur indignation contre ce qu'ils présentent déjà comme « la trahison » du Raïs, lors de la réunion qui s'est tenue mercredi à Damas. Oui mais voilà : « la hargne et la grogne » n'ont jamais constitué une stratégie politique alternative aux initiatives d'un Sadate décidé plus que jamais à aller jusqu'au bout de sa logique.

En revanche, cette liaison quelque peu artificielle établie entre les deux accords permettra au moins de sauver les meubles « vis-à-vis de l'opinion publique égyptienne ». Objectif atteint : car même si c'est lui qui a fait « l'essentiel » dans le chemin des concessions, le Raïs d'Egypte sera reçu en triomphateur au Caire par son peuple. Ce peuple qui ne restera pas insensible aux résultats « positifs » de la négociation de Camp David (le démantèlement des colonies sionistes et le retrait échelonné du Sinaï par Israël), y verra, au premier chef, l'éloignement des perspectives de guerre.

De graves questions se posent dans l'immédiat. En Israël même, une idée s'insinue peu à peu dans la conscience collective, même si elle se traduit mal au niveau institutionnel : il vaut mieux la paix que les territoires, et la vraie sécurité, c'est la paix. Par ses concessions, certes toutes formelles, Begin a accepté, sous pression américaine, la référence à la résolution 242 de l'O.N.U. : la souveraineté d'Israël sur la Cisjordanie est donc, à terme, remise en cause. L'extrémiste chef du Likoud a, lui-même, mis la main dans un engrenage d'où il lui sera difficile de se retirer sans en rendre compte. Reste à savoir si la paix ne va pas entraîner un flot d'illusions qui pourrait stopper le développement d'un mouvement qui s'avèrerait subversif par l'établissement israélien.

Quant aux Palestiniens, leurs perspectives de récupérer ne serait-ce qu'une parcelle de leur territoire est remis à des lendemains qui ne chantent pas. Mis hors du jeu diplomatique, malgré les promesses de Sadate, les Palestiniens, principaux intéressés à un juste règlement au Proche-Orient, ne peuvent admettre un processus manigancé par dessus leur tête. Déjà n'est-il pas prévu l'exclusion de la majorité des Palestiniens de toute négociation future puisque seuls les habitants actuels de la Cisjordanie et de Gaza seront éventuellement consultés. Les autres, les réfugiés, les deux millions d'exilés forcés de la Diaspora, connais pas. Et puis, il y a l'O.L.P., totalement ignorée. Or l'O.L.P. reconnue — c'est un fait — par le peuple palestinien comme un représentant authentique, se trouve désormais confrontée au refus commun des U.S.A., d'Israël et de l'Egypte, « moteur du monde arabe », de voir s'instaurer un Etat indépendant. Pire, le projet de fédération jordano-palestinienne actuellement avancé s'annonce dès maintenant comme une nouvelle manière de mise en tutelle : les Palestiniens sont privés de la liberté de choisir leur destin.

Pour eux, la situation va devenir plus difficile encore. Le renforcement récent de leur cohésion ébranlée ces derniers temps ne peut pas exclure l'approfondissement stratégique indispensable pour répondre à la situation ainsi créée, à la nouvelle donne.

Restent les réactions du roi Hussein et de la capitale saoudienne. Elles viennent, avec un peu de retard il est vrai, jeter une ombre embarrassante sur la « victoire » que les trois partenaires de Camp David croyaient, sinon acquise, du moins sur le chemin de l'être. ■

### • Où va la France ?

Camp David : le mirage de la paix  
par A. Tlemcen ..... p. 5



Conférence nationale du P.S.U.

Réfléchir ensemble

par J.-M. Demaldent ..... p. 6

### • Social

Sidérurgie : l'heure des bilans

par Y. Sparfel ..... p. 8

### • Dossier

La faim dans le monde :

Nous mangeons, d'autres pas.

Dossier réalisé

par R. Lanarche ..... p. 9-10



### • Bonnes feuilles

Accueillir la petite enfance ... p. 11-12

### • Et pourtant elle tourne

Ce que veut l'O.L.P.

Entretien avec Khaled Fahum

propos recueillis

par Michel Etienne ..... p. 13

### • Les armes de la critique

Livres :

Histoire d'un homme coupé en deux

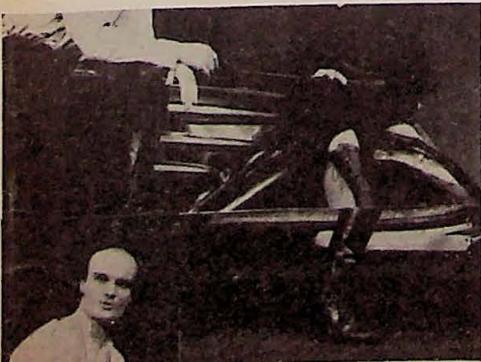
Théâtre :

Sonate pour deux femmes seules

par D. Nores ..... p. 15

L'architecture stalinienne

par J.-M. Laurent ..... p. 16



# où va la france ?

## Réfléchir ensemble

Le week-end dernier plus de cents militants du P.S.U. étaient réunis à Nanterre pour interroger l'avenir.

**U**NE nouvelle période s'ouvre et le paysage politique est modifié. Pour les militants du P.S.U. comme pour tous les travailleurs, un long travail d'analyse et d'élaboration est maintenant nécessaire. Les interrogations pleuvent ; chacun sent qu'on ne saura y répondre sans être capable, en s'appuyant sur les acquis qu'il faut approfondir et faire fructifier, d'un bilan critique sur notre histoire et sur ce que nous sommes.

S'il y a bien quelque chose qui réunit aujourd'hui plus que jamais les militants du P.S.U. par delà les cou-

rants et les différentes sensibilités, c'est l'aspiration autogestionnaire qui ne caractérise pas seulement le but pour lequel ils combattent mais aussi les moyens de ce combat, les pratiques d'action et de réflexion qu'ils envisagent pour y parvenir.

La direction du P.C.F. s'est employée à briser la vague qui contestait les pratiques de débat interne héritées du stalinisme. Le débat au sein du P.S. prend de plus en plus la forme d'affrontements et de manœuvres au sommet, entre des hommes et leurs états-majors. Le P.S.U., lui, a estimé qu'il fallait aujourd'hui rom-

pre encore davantage avec ces pratiques traditionnelles et aller plus résolument dans le sens de l'autogestion. Au mois de juin, la direction politique nationale du P.S.U. a décidé de formuler neuf questions très larges et très ouvertes, qui paraissent les plus fondamentales, afin que les militants, sections et secteurs s'en emparent et fournissent les premières contributions. Il en est résulté un numéro de *Directives* (n° 340) contenant 80 pages de contributions riches et sans complexes émanant notamment des militants de base. Ce week-end (16-17 septembre), une conférence nationale réunissant les délégués des fédérations s'est réunie pour faire le point du débat en cours, afin qu'il se poursuive sur des bases plus précises sans pour autant être figé à son stade actuel.

Quatre commissions se sont réunies pour examiner et débattre les contributions par blocs de question.

Quatre rapports ont été ensuite présentés qui seront publiés dans le prochain numéro du *Courrier du P.S.U.* Certes, des sensibilités différentes sont manifestées et des clivages de courants subsistent. Ainsi, par exem-

## Des questions qu'il faudra trancher

### I. - Les nouveaux enjeux et risques de la période

- 1) Comment la bourgeoisie utilise à court terme la crise et la conjoncture politique pour réorganiser l'économie et la société et l'intégrer dans la division internationale du travail ?
- 2) La — ou les — stratégie(s) internationale(s) de la bourgeoisie française et des bourgeoisies européennes ?
- 3) En quoi cette stratégie contribue-t-elle à accentuer les divisions au sein de la classe ouvrière et des couches populaires ?
- 4) Les conditions politiques de la réussite du projet giscardien ? Quelle évolution suppose-t-il des formes de pouvoir ? Quels compromis lui sont nécessaires ?
- 5) Sources, formes et mécanismes du pouvoir en France aujourd'hui ?
- 6) Les réponses de la gauche.

### II. - Que signifie aujourd'hui la stratégie d'Unité populaire ?

- 1) Quelle unité d'action des travailleurs et sur quels objectifs transitoires et intermédiaires ?
- 2) Quels objectifs unifiants des couches, groupes et classes concernés par la stratégie d'Unité populaire ?
- 3) L'unité et les organisations (syndicats, gauche, extrême gauche, etc.).
- 4) Pourquoi un projet global et autogestionnaire est-il nécessaire pour sortir de la crise ? Comment passer d'un tel projet à une volonté massive et majoritaire de changer le régime ?

### III. - Les perspectives du courant autogestionnaire

- 1) Quel bilan peut-on faire aujourd'hui du Front autogestionnaire ? Rassemble-t-il déjà, de façon significative, des militants de la classe ouvrière ou d'autres couches sociales exploitées, choisissant la perspective autogestionnaire ?

- 2) Que doit être le rassemblement des autogestionnaires ?
- 3) Quelles initiatives le P.S.U. et le Front autogestionnaire peuvent-ils prendre, quels lieux de rencontre communs créés pour réaliser le rassemblement des autogestionnaires et des nouvelles pratiques militantes, dont le Front autogestionnaire ne représente qu'une première ébauche ?
- 4) Les rapports du P.S.U. et du Front autogestionnaire : le P.S.U. devrait-il être la cheville ouvrière ? Le leader ? Un parmi d'autres ? Se dissoudre dans le Front autogestionnaire ?
- 5) Comment faire pour que ce premier rassemblement aboutisse à la proposition d'une perspective politique ?

### IV. - Rôle, organisation et fonctionnement du P.S.U. en tant que parti autogestionnaire

- 1) Le P.S.U. a-t-il joué son rôle de parti révolutionnaire et autogestionnaire dans le rapport entre son orientation d'une part, son mode de fonctionnement et d'organisation, son recrutement et l'action quotidienne de ses militants d'autre part ?
- 2) Faut-il militer, et si oui quel militantisme ? L'irruption du quotidien et du privé dans la vie publique.
- 3) Quelles structures de base et quelle place dans le parti pour les animateurs des mouvements de masse ?
- 4) Quelles méthodes de travail dans le parti pour rendre notre action plus efficace et plus ouverte à l'extérieur ?
- 5) Quels modes de représentation et de contrôle (régions, courants, secteurs, etc.) ?
- 6) Quelle formation ?
- 7) Discours, langage et communication à l'intérieur du P.S.U. et à l'extérieur.
- 8) Rapports du P.S.U. avec ses élus locaux et ses permanents.
- 9) Par rapport à une refonte éventuelle des structures, axes prioritaires de lutte ou d'action du P.S.U. par rapport à ses moyens, dans les mois à venir.

ple, le courant C, minoritaire, voit dans le développement du processus de qualification/déqualification qui caractérise la division du travail un nouveau rapport de classes qui engendre un nouveau mode de production.

**M**AIS ce qui frappe, c'est la volonté commune de débattre ensemble en s'appuyant sur les acquis communs : unité populaire et autogestion. A partir de ces rapports, la Conférence nationale a dressé l'inventaire des questions que le congrès national (des 12, 13 et 14 janvier 79) de Saint-Etienne devra trancher. La préparation du congrès s'engagera sur les réponses que les militants, sections, fédérations, secteurs ou courants feront parvenir d'ici le 15 octobre.

Les différentes réponses ne sont pas encore parvenues à un stade de maturité où les divergences et convergences se dessinent nettement. Il ressort cependant des rapports quelques avancées.

Ce qui domine aujourd'hui, c'est la politique de la bourgeoisie d'intégration forcenée au marché mondial, qui approfondit les divisions de la classe ouvrière et des couches populaires sur le plan de l'organisation du travail, des statuts, de la répartition du temps de travail, des rémunérations et surtout sur le plan de l'accès au marché du travail. Il s'agit d'amener des catégories entières à se retirer du marché du travail (immigrés, femmes, jeunes). Dans la mesure du possible, la bourgeoisie tente de faire arbitrer par les travailleurs ce qui est favorable à sa politique (par exemple, entre durée du travail et rémunération). On risque de voir s'esquisser des réponses capitalistes nouvelles aux problèmes du chômage qui condamne des catégories entières à la marginalisation sociale.

La bourgeoisie peut y faire face de deux façons complémentaires : un contrôle social et répressif accru, mais aussi, à côté du secteur productif intégré à la division internationale du travail, tout un autre secteur fonctionnant avec d'autres normes pourrait être développé à l'usage des exclus qui accepteraient de vivre plus frugalement à condition de pouvoir se livrer à plus « d'expérimentations sociales ». Un tel processus présenterait des risques de division accrus ; il pose de nouvelles questions à notre stratégie d'unité populaire anticapitaliste et comporte des risques de récupération des champs de lutte nouveaux : écologie, etc. On voit tout le danger des propositions du courant Rocard au sein du P.S. et la nécessité d'avancer

aujourd'hui des objectifs revendicatifs unifiants adaptés à la période.

**L'**APPROFONDISSEMENT du projet global autogestionnaire et l'autonomie sont nécessaires pour faire avancer la recherche d'objectifs immédiats unifiants et la construction de l'unité populaire. Mais cela n'enlève rien à la nécessité de travailler à l'unité d'action contre la politique de la bourgeoisie et pour se faire entendre de la masse des travailleurs, alors que le P.S.U. est encore une force très minoritaire. Cette conception est très largement partagée par les camarades ; il reste à la préciser dans le contexte politique actuel. Différentes sensibilités étaient sous-jacentes sur ce point, en particulier quant au rôle du P.S.U. en tant qu'il est une force de proposition et d'élaboration politique autonome mais qui s'adresse de façon unitaire à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le débat sur le rassemblement des autogestionnaires est loin d'être parvenu à son terme ; mais il ne se résume pas à ce qu'en a dit la presse, même si certains posent en effet la question : PSU ou Front autogestionnaire ? En fait la plupart des participants à la commission « 3 » estiment que si le but est de rassembler les autogestionnaires autour d'une perspective politique, la tâche de la période est de susciter et de créer les lieux où peuvent se confronter les différentes pratiques autogestionnaires (dans et hors la production) en conservant leur spécificité et toute la richesse qu'elle comporte ; de multiplier les débats avec tous ceux qui se réclament de l'autogestion, à l'heure où, dans la crise traversée par la gauche, tant de gens s'interrogent. Le Front autogestionnaire est un aspect de cette politique dans laquelle le P.S.U. doit s'engager à fond mais qui doit comporter d'autres initiatives allant dans le sens de la même dynamique. Ceci signifie que le P.S.U. reste nécessaire pour lancer de telles initiatives et en tant que parti politique, même si la tâche de rassemblement exige qu'il soit prêt à son dépassement.

**L'**ASPIRATION autogestionnaire c'est aussi celle de changer la politique et de vivre autrement. Sur ce point comme sur les autres, la fin doit être contenue dans les moyens. Il faut militer autrement si on veut être plus efficace et mieux rassembler les autogestionnaires. Pour plonger ses racines au plus près de tout ce que vivent les masses populaires, de toutes les facettes de leurs préoccupations et aspirations, il faut se donner des structures de base plus proches des groupes d'interven-

tion sur les différents terrains spécifiques de lutte, tout en conservant les sections locales comme lieu du débat politique. Il faut se donner des rythmes militants plus adaptés à la vie quotidienne de chacun (droit à la différence). C'est le moyen d'échapper à la dichotomie entre les militants d'organisation de masse et les « politiques ». Le quotidien fera ainsi mieux irruption dans la vie militante et nos moyens de lutte seront mieux adaptés à la fin : vivre autrement.

Il faut aussi modifier les structures de direction dans le sens de la plus grande décentralisation des décisions et du contrôle, d'une démocratie plus directe en corrigeant ce qu'elle a encore de trop parlementaire, sans pour autant toucher aux droits et à la représentation des différents courants ou tendances.

Jean-Marie DEMALDENT ■

## Parti socialiste : Pour qui sonne le glas ?

Les choses semblent se précipiter au Parti socialiste. Le fameux sondage révélant que la cote de popularité de Michel Rocard atteint maintenant celle de François Mitterrand, a retenti comme un glas pour les amis du Premier secrétaire. Le soir du jour où *Le Journal du Dimanche* titrait : « La chute des idoles », Michel Rocard, au micro d'Europe 1, décrochait quelques flèches mortelles à François Mitterrand et à son « style politique archaïque ».

Au moment même où le Parti socialiste apparaît plus que jamais, au long de ces élections partielles, comme un parti « ramasse-tout », selon l'expression du journal *La Croix*, la bataille pour le pouvoir en son sein se déchaine. Bataille complexe, puisqu'intervient au moins un troisième homme, Pierre Mauroy, qui fait pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, mais qui peut-être est le mieux placé pour enlever la partie au moment décisif. Il faut tenir compte aussi du jeu du CERES, espoir suprême et suprême pensée de François Mitterrand, mais qui ne répondra pas nécessairement à son attente.

Cette situation explique le vide politique de la dernière réunion du Comité directeur du PS. D'un ordre du jour qui comprenait la préparation de la Convention nationale sur le règlement intérieur de la formation socialiste, les problèmes économiques et sociaux, la préparation de la campagne électorale européenne, il n'est sorti que le projet de déposer la rituelle motion de censure du groupe socialiste pour la rentrée parlementaire. Maigre moisson.

Le silence sur tout ce qui pose problème à l'intérieur du Parti socialiste ne pourra se prolonger très longtemps. L'heure des choix approche, qui permettra peut-être aussi de voir plus clairement, entre un François Mitterrand qui se dit « un peu marxiste » et un Michel Rocard qui propose d'agrémenter d'un zest d'autogestion le plat amer des « contraintes économiques », quelles sont les options politiques du PS et de dissiper bien des illusions.

V.L. ■

## Sidérurgie : l'heure des bilans

Du dirigisme libéral, on passe au libéralisme dirigé...  
Barre prend l'initiative d'un énième plan de sauvetage — "draconien", bien entendu, mais pour qui?

Les travailleurs des usines de Longwy (Usinor) et de Neuves-Maisons (Chiers-Chatillon) ont appris qu'ils seront les victimes de la fusion envisagée entre les deux trusts de la sidérurgie. Mais ils ne savent pas encore à quelle sauce ils seront mangés.

La nouvelle aciérie à oxygène de Neuves-Maisons, dont la construction presque achevée a coûté avec les infrastructures l'accompagnant près de 700 millions de francs, devrait être abandonnée. C'est la dot qu'exige Usinor pour le mariage entre les deux trusts, afin de concentrer la production de produits longs sur le bassin de Longwy (où ce groupe envisageait aussi la construction d'une aciérie à oxygène). Ce bel exemple de gabegie d'équipements et de capitaux, fournis en grande majorité par les pouvoirs publics, entraînerait, quel que soit le bassin choisi, Nancy ou Longwy, 4 à 5 mille licenciements. Ceux-ci viendraient s'ajouter aux 16 000 amorcés depuis l'annonce du plan Ferry en avril 1977...

### Barre le sauveur

Pourtant, on a su vendredi dernier que Barre, à son tour, veut « sauver » la sidérurgie française. Selon *Le Monde*, le énième plan de sauvetage serait draconien. Les premiers commentaires laissent entendre que les patrons y perdraient des plumes. L'Etat, en effet, prendrait le contrôle des sociétés sidérurgiques pour assurer leur redressement et réduire leurs dettes. Il s'engagerait pour cela à alléger de moitié la charge d'une dette de l'ordre de 50 milliards contractée aussi bien auprès du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), des banques nationalisées, que sous la forme d'obligations. Les prêts du F.D.E.S. seraient transformés en prêts participatifs. Le Trésor assumerait également pour une bonne part l'amortissement des obligations émises par le G.I.S. (Groupement de l'Industrie Sidérurgique). Mais surtout les cré-

ances des pouvoirs publics et des banques seraient converties en actions.

Autrement dit, la puissance publique et les banques nationalisées, par un processus de prise de participation, deviendraient les principaux actionnaires des sociétés sidérurgiques. Ce changement de majorité s'accompagnerait d'un changement de dirigeants.

L'Etat abandonnerait l'aveugle politique d'investissement de prêts à fonds perdus qui a conduit la sidérurgie française à la faillite et au gaspillage. Le gouvernement de Barre se sent contraint de faire ce qu'il voudrait quelques mois avant les élections : de l'interventionnisme étatique. Cette semi-appropriation de la sidérurgie française, en tout cas, ne résoudra rien aux problèmes d'emploi. Comme nous l'écrivions dans le livre *Où va la sidérurgie* (1) paru l'année dernière, seule une appropriation totale des holdings et une réorientation de la production assurant le maintien de l'emploi et d'autres conditions de travail, auraient permis de mettre sur pied une autre politique de l'acier.

Au lieu de cela, les mesures actuellement envisagées par Barre et les pouvoirs publics conduiront à l'aggravation du nombre des licenciements, à une rapide adaptation d'un outil productif aux conditions de la concurrence capitaliste. Certes, de l'argent sera de nouveau réinjecté; certes, l'Etat contrôlera mieux les fonds versés; certes, les maîtres de forges râlent en disant que leur gestion était bonne et que le « dirigisme étatique » les a acculés à ne pas licencier assez tôt et à bloquer les prix de 1950 à 1970.

### Quel compromis ?

Une politique décidée pendant vingt ans sans aucun contrôle des travailleurs risque de trouver aujourd'hui une fin. Mais trop tard, et toujours sans que les ouvriers aient leur mot

à dire. A eux de supporter les conséquences.

La C.F.D.T., tout en se félicitant du retrait de pouvoir aux maîtres de forge, demande au gouvernement de négocier un autre plan « fixant à la modernisation et au développement de la sidérurgie des objectifs convenables du point de vue économique et social ». Elle souhaite aussi qu'il s'accompagne d'un plan d'industrialisation pour le Nord et la Lorraine, ainsi que de mesures comme la cinquième équipe pour le travail posté. Cette volonté de négocier n'aura probablement aucun écho. Barre est bien décidé à user rapidement de l'absence d'échéances politiques, pour poursuivre la liquidation sauvage d'un secteur peu conforme aux normes de rentabilité exigées par la nouvelle division internationale du travail. Tout le problème demeure de savoir s'il faut passer un quelconque compromis avec une telle politique. La C.F.D.T. semble penser que c'est possible, sous certaines conditions.

### Liquidation douce

Sans préjuger du plan présenté mercredi par Barre, on peut déjà dire que, malgré leur autodéfense courroucée, les patrons de la sidérurgie s'en tireront à bon compte. En continuant à contrôler par le biais des holdings les secteurs juteux (le nucléaire entre autres) situés en aval de la sidérurgie, ils pourraient, une fois celle-ci restructurée avec l'argent des contribuables, s'en servir pour leur plus grand profit. Ils pourraient aussi, par le jeu de l'offre et de la demande, de l'appel concurrentiel à des sidérurgies étrangères, faire pression sur une gestion contrôlée par le gouvernement, afin que celle-ci aille dans le sens de leur intérêt. Somme toute, ce plan ne serait que le passage du dirigisme libéral au libéralisme dirigé des liquidations douces aux liquidations sauvages. Donc, tout compromis avec lui risque bien de conduire à donner au gouvernement une nouvelle marge de sécurité. Les compromis, on le sait, ne valent que par leurs contreparties. Il serait naïf d'en espérer d'une politique gouvernementale toute axée vers la hausse de la productivité, le dégraissage des emplois, la division des travailleurs et la volonté de briser leurs possibilités de se mobiliser.

Faire semblant d'être naïf ne peut conduire qu'à retarder l'indispensable mobilisation régionale et les actions coordonnées dans toute la branche nécessaires pour que les travailleurs ne continuent pas à subir.

Yves SPARFEL

(1) Où va la sidérurgie ? Editions Syros, par J.-Y. Rognant, C. Romain, F. Rosso, Préface de J. Chèque, secrétaire général de la FGM-SFDT.



**La faim dans le monde**

Les « pauvres absolus », dit Mac Namara, président de la Banque mondiale, sont 800 millions — c'est-à-dire le tiers du tiers monde. Ils n'ont les moyens ni de produire ni d'acheter leur nourriture. Ce n'est pas la faute du Bon Dieu, du climat, des traditions, de l'« arriération » ou de la fainéantise des paysans...

Dans son livre « Comment meurt l'autre moitié du monde », Susan George s'attaque aux mythes les plus répandus sur le problème de la faim, et met à jour les mécanismes de la crise alimentaire. Les responsables sont identifiés : gouvernements, multinationales, institutions internationales.

Nous terminons cette semaine la publication de notre dossier, dont l'ouvrage de Susan George a constitué la base.

# Nous mangeons, d'autres pas (3)

**N**

**comme Nestlé contre les bébés**

Les compagnies multinationales qui contrôlent la production alimentaire n'apportent pas de solution au problème de la faim : ce n'est pas leur affaire. Plus grave : elles s'attachent à modifier les habitudes de consommation des plus pauvres. Les desserts gélatineux, les bonbons, les limonades, les ice-creams, le chewing-gum ont envahi les marchés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine... Un sociologue mexicain a mis en évidence que « les deux produits que les paysans désiraient et achetaient après avoir vu et entendu les annonces publicitaires étaient le pain blanc et les boissons gazeuses (...). De nombreuses familles vendent les quelques œufs et poulets qu'ils produisent afin d'acheter du coca-cola pour le père alors que les enfants souffrent d'un manque de protéines ». C'est ce qu'on a pu appeler la « malnutrition commerciogénique »...

Cependant, si l'on doit attribuer à une compagnie la palme de la malfeasance, on peut sans doute choisir le groupe Nestlé, dont la politique a contribué à accroître la malnutrition infantile en Afrique. Après mûre réflexion, Susan George accorde à cette firme « le titre de champions toutes catégories » car elle réalise, aussi, une bonne performance en matière de conflits sociaux et de contrats préjudiciables aux intérêts des pays d'accueil.

Un article du journal **New Internationalist**,

en 1973, avait déjà décrit les conséquences désastreuses de l'usage du biberon dans le tiers monde. Un livre traduit de l'Allemand, qui paraît ces jours-ci chez Maspéro : **Nestlé contre les bébés** insiste à nouveau. Il s'agit d'un rapport suisse publié par le Groupe de travail tiers monde, s'appuyant lui-même sur une étude du groupe anglais **War and Want**. Traîné au tribunal pour avoir intitulé la brochure **Nestlé contre les bébés**, le groupe de Berne a perdu de peu son procès, mais a pu ainsi alerter l'opinion publique bien au-delà des frontières nationales.

Nestlé est, après Unilever, le deuxième producteur mondial de produits alimentaires et se place au trente-sixième rang sur la liste des plus grands groupes mondiaux. Le géant suisse peut aussi se targuer d'être « la plus multinationale des multinationales », car ses usines sont géographiquement les plus dispersées : 299 dans le monde entier, dont 95 dans trente pays dits sous-développés. Sur les 140 000 employés de la firme, 7 000 seulement travaillent en Suisse. On a peine à s'imaginer le nombre de sociétés qui appartiennent au groupe Nestlé ; les produits portent les marques les plus diverses. Parmi les plus connus en France, citons : Nido, Montblanc, Flair, Chambourcy, Claudel, Guigoz, Pelargon, Lactogen, Cérélac, Nestlun, Nidina, Nestogen, Nescafé, Nescoré, Café Bourbon, Caro, Nestea, Vittel, Cailler, Kohler,

Maggi, Crosse et Blackwell, Libby's, Findus, Frisco, Le Parfait, Gervais...

S'appuyant sur de nombreux témoignages de médecins, d'infirmiers, de scientifiques de tous pays, le dossier **Nestlé contre les bébés** décrit comment les mères africaines abusées par la publicité, renoncent à l'allaitement au sein pour acheter du lait en poudre (« **Élevez votre bébé avec amour... et Lactogen** »). Or, le lait maternel est le meilleur : il a, entre autres, l'avantage d'immuniser le bébé contre les maladies. De plus, parce qu'elles manquent d'argent et de matériel adapté, les mères africaines mélangent le plus souvent la poudre, en quantité insuffisante, avec de l'eau non bouillie, dans un biberon non stérilisé...

Nestlé utilise des affiches, des annonces radiophoniques, des camionnettes avec haut-parleurs, des concours du « plus beau bébé », pour vanter ses produits. Dans les hôpitaux, on fait cadeau de boîtes de lait et de biberons avant que les mères ne rentrent chez elles avec leurs nouveaux-nés. Des « nurses » Nestlé habillées de blanc distribuent conseils et produits.

Les exemples abondent. Des médecins affirment que la malnutrition infantile s'accroît en Afrique et que celle-ci, comme la mort de nombreux bébés, « ont un rapport certain avec l'utilisation croissante des aliments artificiels ».

En Côte d'Ivoire, les mères donnaient (donnent ?) du Nescafé à leurs enfants âgés de 19 à 20 mois. Elles mettaient amplement en pratique un « conseil » que la radio nationale diffusait trois fois par jour : « **Nescafé rend les hommes plus forts, les femmes plus souriantes, et les enfants plus intelligents...** »

A la suite de l'action entreprise par les groupes suisses et anglais, du procès qui eut pour effet principal d'alerter l'opinion contre la firme, de certaines recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, le groupe Nestlé a apporté quelques changements à ses méthodes de marketing et les gouvernements africains se montrent aujourd'hui plus vigilants.

Cependant, le groupe garde bonne conscience. On peut lire dans une de ses publications (**Nestlé dans les pays en voie de développement**, 1975) : « **Nestlé ne considère pas qu'il entre dans ses compétences d'ap-**

porter une aide quelconque aux pays non industrialisés. Elle n'est pas une organisation économique et technique. Cependant, les activités de Nestlé constituent indéniable-

ment des facteurs de tout premier plan pour le développement de l'industrie de ces pays...» Somme toute, la vie des enfants reste un problème secondaire.

# R

## comme Révolution verte

La solution miracle à la crise alimentaire, on croyait pourtant l'avoir trouvée dans les années 50-60 : elle s'appelle la **révolution verte**. Expérimentée en 1943, au Mexique, sous l'égide de la fondation Rockefeller, puis en Asie, en collaboration avec la fondation Ford, elle a donné des résultats d'abord spectaculaires. Cette révolution verte se fonde sur la production de variétés de céréales à haut rendement (VHR) qui permet d'augmenter le volume des récoltes sans accroître la superficie des terres cultivées. Mais, pour tirer profit de ces nouvelles variétés, il faut : beaucoup d'eau, beaucoup d'engrais, de pesticides, de fongicides (contre les parasites), d'herbicides... Si un seul de ces éléments vient à manquer, les VHR produisent moins de grain que les variétés traditionnelles.

L'économiste Lester Brown, qui s'en est fait l'apôtre, et qui publie ses livres sous le patronage de « 33 multinationales et de 13 fondations », reconnaît que : « Seules les firmes agro-alimentaires peuvent fournir ces nouveaux moyens de production... ». Il ajoute : « L'investissement agro-alimentaire doit s'accroître beaucoup plus rapidement que la production agricole elle-même. On voit mal comment cet investissement nécessaire aux pays pauvres pourrait être réalisé sans enga-

ger les capitaux et les ressources techniques des multinationales. »

Système admirable : les pays pauvres doivent acheter les produits seuls capables de faire pousser les VHR et financent l'expansion du complexe agro-alimentaire... Les multinationales s'assurent ainsi le contrôle du lieu, du coût, de la nature même de la production agricole du tiers monde.

La révolution verte ne fut d'ailleurs pas promue au hasard ; il s'agissait de « modeler l'économie rurale sous des formes compatibles avec le changement technologique et la stabilité sociale »... Un officiel du Conseil américain pour le développement agricole, M. Wharton constate que partout où la révolution verte a été adoptée l'agriculture n'est plus pensée comme un moyen de nourrir le peuple mais comme « un investissement rentable... suscitant de profonds changements dans les rapports entre la terre, le travail et le capital ; entre les propriétaires terriens, les métayers et les travailleurs ; entre l'agriculture, le commerce et l'industrie, et entre la ville et la campagne »...

Pour parler net, la révolution verte a été conçue comme palliatif à de véritables réformes agraires dans le tiers monde. Or, lorsque rien n'est fait pour éliminer les inégalités, la révolution verte ne peut que les aggraver.

# R

## comme Rien ou Réforme agraire

Les pays du tiers monde sont dominés de l'extérieur par des stratégies à long terme qui les placent sous le contrôle de l'Occident. Soit par l'idéologie qui propose comme objectifs consommation et profit ; soit par la technologie que seul l'Occident peut fournir et entretenir. Soit par des échanges commerciaux discriminatoires... Et, le plus souvent, par tous ces moyens à la fois, articulés habilement.

Quand on demande à Susan George ce que l'Occident peut faire pour remédier à la faim du monde, pour aider les pauvres, elle a envie de dire : Rien ! « Rien. Fichez-leur la paix... Ne vous occupez plus des affaires des autres. Cessez de leur envoyer vos experts qui ne proposent que des solutions à l'occidentale. N'essayez plus d'imposer votre technologie inadaptée et le plus souvent inadaptée à des sociétés radicalement différentes. Cessez de faire croire aux autres que votre système est la seule voie vers le progrès. Cessez d'adapter leur environnement à vos besoins. Cessez d'apporter une aide qui vous profite cent fois plus, sous la forme de multiples avantages commerciaux, qu'elle ne bénéficie aux pauvres. Cessez d'utiliser les organisations polyvalentes et l'O.N.U. pour arriver à vos fins. Cessez de soutenir politiquement et matériellement les élites locales répressives qui ne font rien pour améliorer le sort de leurs peuples. Donnez leur chance à ces peuples. Mettez en laisse vos compagnies, vos fondations, vos universités, vos bureaucrates et vos banques... »

Et que peuvent faire les pays sous-dévelop-

pés ? Tout changement fondamental dans la présente crise mondiale de la faim doit passer par les décisions politiques des gouvernements du tiers monde, et le plus souvent, par des changements de structures à l'intérieur même de ces pays.

D'abord, donner aux plus pauvres l'accès à la terre. Les sociétés qui ont réalisé les progrès les plus importants pour l'alimentation de leurs peuples sont celles qui ont tenu compte de ce désir de la terre. La Chine et le Vietnam accordent une place aux parcelles individuelles ; quant aux grandes superficies cultivées collectivement, elles n'appartiennent pas à l'Etat lointain, mais à la commune. Les gens, organisés, profitent individuellement et collectivement de leur propre productivité.

Redistribution des terres aux petits cultivateurs, remembrement des terres affermées, mise en place d'un système de coopération et de coordination des moyens : la réforme agraire ne signifie pas pour autant utilisation généralisée des techniques hautement mécanisées. Les pays du tiers monde bénéficient au moins d'une main-d'œuvre abondante et de l'expérience de leurs paysans : ces ressources en population peuvent être mises à profit pour élaborer des technologies « intermédiaires », des outils appropriés à la diversité des cas.

Par ailleurs, une véritable réforme agraire doit garantir au cultivateur l'accès aux moyens de production, au crédit nécessaire mais aussi au marché à des prix équitables. L'usurier doit disparaître.

De même, la priorité doit être donnée aux industries et aux travaux publics qui servent l'agriculture : engrais, pesticides, systèmes d'irrigation, réseaux routiers, installations de stockage... L'école doit viser à former d'abord des cadres agricoles.

« Tout progrès vers l'élimination de la faim doit passer par un changement social, conclut Susan George ; toute aide financière massive des pays riches implique une dépendance politique et économique toujours plus grande du tiers monde. Ces deux propositions s'excluent mutuellement. Les pays sous-développés doivent choisir entre l'autonomie et la dépendance. Si les gouvernements des pays pauvres choisissent l'aide alimentaire, les multinationales et la Banque mondiale, ils le font en toute connaissance de cause, car ils savent que les pays riches n'offriront que des solutions technocratiques à leurs problèmes et qu'ils détiendront tous les pouvoirs. Malheureusement, des élites locales préfèrent souvent perdre toute dignité et, du même coup, l'indépendance nationale plutôt que leur puissance et leur train de vie.

D'autres ont compris que l'austérité n'est pas un déshonneur, que la charité ne remplace pas la justice et que rien n'égale la force du peuple quand ses dirigeants ont le courage de dire à ceux qui voudraient les asservir un seul mot : Non. »

Dossier réalisé par  
René LANARCHE ■

## UNILEVER, UNE MULTINATIONALE DISCRETE

Unilever : l'une des plus anciennes firmes internationales ; aujourd'hui, la première compagnie du complexe agro-alimentaire, la neuvième puissance industrielle du monde... Présent sur les cinq continents, employant 300 000 ouvriers, le groupe anglo-hollandais est surtout connu comme fabricant de margarines et de détergents, de cosmétiques, de corps gras, d'aliments pour animaux, de conserves de viande, de produits laitiers... Il fabrique plus de 1 000 articles mais son nom n'apparaît sur aucun.

La multinationale Unilever n'aime pas faire parler d'elle. Elle est pourtant partie prenante du problème alimentaire mondial. Elle structure les économies de pays entiers autour des besoins des plus riches, modèle la consommation, intervient dans toutes les instances politiques et économiques.

Dans sa collection « Attention », les éditions du Cerf ont fait paraître l'adaptation d'un travail publié en Grande-Bretagne par le Service de Contre-Information, affilié au Transnational Institute auquel collabore également Susan George. « Unilever, une multinationale discrète » est un livre utile pour qui veut, au-delà des slogans et des anathèmes, connaître le rôle décisif tenu par les monstres agro-industriels. ■

## BIBLIOGRAPHIE

● « Comment meurt l'autre moitié du monde », par Susan George, Réponses Ecologie, Robert Laffont. 400 pages.

● « Nestlé contre les bébés », par le Groupe de Travail Tiers Monde de Berne, Cahiers libres 348, François Maspero. 250 pages.

● « Unilever, une multinationale discrète », par J.-P. Berlan et J.-P. Bertrand, collection Attention, éditions du Cerf. 160 pages.

## Accueillir la petite enfance

Nous vivons aujourd'hui une sorte de paradoxe. Jamais on n'a autant parlé, écrit sur le petit enfant. Mais jamais non plus on n'a émis à son sujet autant d'idées contradictoires, échafaudé autant de théories qui toutes prétendent « libérer » l'enfant des contraintes et des servitudes du monde adulte, en un mot l'épanouir. Tous ces discours, qu'ils agacent ou séduisent, sont, la plupart du temps, l'œuvre de « professionnels » de l'enfance. Pédagogues, docteurs ès psychologie, technocrates distingués, urbanistes de renom, politiques soucieux de leur circonscription : chacun a son discours, ses projets, modestes ou grandioses, qui tous doivent contribuer au bonheur de l'enfant. Noble tâche...

Et puis, un jour, voilà que les parents s'en mêlent, voire se fâchent. En tout cas décident d'y voir un peu plus clair.

Et si au milieu de tant de prévention, de tant de sollicitude — de tant de convoitises ? —, l'enfant n'était pourtant pas heureux ? Et si, « assisté » comme il l'est, ce petit enfant, celui qui se confond dans notre esprit avec la maternelle, malgré tout, balloté entre tant de spécialistes, ne s'appartenait plus ?

Que de discours, tenus au nom de l'hygiène, de la sécurité, de l'ordre, des nécessités du dressage : « Touche pas... Salis pas... Ne fais pas de bruit... Tiens-toi tranquille... Ne monte pas là-dessus ». Sans compter



l'agression de la ville, les parcours semés d'embûches, de dangers, d'interdits... Et, au mieux, un bel équipement-ghetto où l'on enferme les petits sauvages en les coupant de toute la réalité environnante, où les parents n'entrent pas, où les enfants sont même isolés de ceux d'un autre âge. Une vie d'enfant déjà en miettes, coupée en rondelles, bien compartimentée : des temps bien isolés les uns des autres, dans des lieux bien cloisonnés.

Partout l'enfant est déjà modelé par des comportements, des pratiques, des hiérarchies qui lui font croire que toute l'organisation sociale est naturelle. Pas de papas puéricultrices ; il y a celles qui balayent et celles qui éduquent, il

y a les « gentils » camarades déjà doués ou surdoués... et les « vilains », ceux qui parlent mal ; bref les cancrès. Sombre tableau ? Exagération ?

Aujourd'hui, nous le savons : les équipements collectifs qui accueillent les petits enfants de leur naissance à six ans (crèches, écoles maternelles, colonies de vacances, centres de loisirs, terrains de jeux...) exercent une influence profonde sur le développement de leur personnalité.

Oui, mais comment trouver d'autres structures, une autre architecture, une autre organisation du temps, de l'espace, d'autres comportements éducatifs ? Et qui doit en décider ? Ou encore comment concilier les exigences différentes des uns et des autres, comment amorcer un changement des mentalités sans que ce soit toujours les mêmes qui imposent leur vision, leur parole ? Et comment y arriver dans notre société ?

Le G.E.D.R.E.M. (Groupe d'étude pour la défense et la rénovation de l'école maternelle, 5, rue des Feuillantines, 75005 Paris) s'y emploie. En faisant connaître les recherches, les actions et les réalisations entreprises par des architectes, des pédagogues, des parents, de nombreuses associations qui ont créé des lieux d'accueil pour la petite enfance, avec le soutien de municipalités novatrices. Comme à la Villeneuve de Grenoble, par exemple. ■

Comme beaucoup de nos villes françaises, Grenoble est atteint de gigantisme. La ville, qui comptait 100 000 habitants en 1945 en a 150 000 quinze ans plus tard. Déjà on songe à faire face au problème de l'expansion démographique. En 1965 la municipalité (P.S.U., G.A.M., S.F.I.O.) donne corps à la décision prise quatre ans plus tôt d'un vaste projet de Z.U.P. dans lequel s'intégrerait l'actuelle Villeneuve de Grenoble. Au total, environ 14 000 logements distribués en quartiers de deux mille logements, articulés autour d'un centre, le second, par son importance, de l'agglomération grenobloise.

Là, comme ailleurs, il s'agit d'éviter ce dont souffrent toutes les Z.U.P. : l'absence de rapports sociaux. Alors, comme on dit, on « aménage l'espace ». Et on se fixe pour cela deux objectifs prioritaires.

Pour préserver, dans ce grand ensemble,

une vie humaine réelle il faut à la fois multiplier les occasions de vie sociale en aménageant pour cela la disposition de l'espace, et éviter la ségrégation entre les différents groupes sociaux en brassant la population qui s'y trouve. Voilà pour l'hypothèse de départ. Hypothèse théorique qui sera d'ailleurs couchée sur un projet de Charte et qui aboutira à la création d'un organisme de coordination : le C.E.P.A.S.C. (Centre d'éducation permanente et d'animation sociale et culturelle).

A la Villeneuve de Grenoble, quand on a commencé à penser sérieusement à la « petite enfance » — déjà en 1971 plus de 150 personnes se réunissaient régulièrement en commissions pour réfléchir au nouveau quartier à créer —, on s'est vite aperçu qu'il ne se distinguait pas de l'ensemble et qu'il en allait comme du reste. Comment prendre

en compte la globalité de la vie de l'enfant ? Comment favoriser et permettre véritablement la participation effective des personnes concernées (parents et professionnels) dans les décisions ? Comment répondre aux besoins du quartier, à la fois de garde et d'éducation ? Comment lutter contre l'injustice à l'égard des « malmenés » de notre société ? Les questions, on le voit, sont énormes. Les réponses, en dépit des compétences des uns et de la bonne volonté des autres, soumises aux aléas de l'expérience. Aussi se garde-t-on bien, à la Villeneuve, de vouloir être un exemple, un « modèle » qu'il suffirait ailleurs d'imiter.

Il y a actuellement dans ce quartier cinq écoles maternelles accueillant environ 900 enfants de 2 à 6 ans, deux crèches collectives (les Genêts 20 enfants et la minicrèche 15 enfants), une crèche et un jardin d'enfants

gérés par une association de parents (20 + 15 enfants), une crèche familiale (80 enfants), deux jardins d'enfants intégrés à l'école maternelle, une halte-garderie et, très prochainement, un centre de petite enfance comprenant une crèche collective de 60 places.

Dès le démarrage de la Villeneuve, la liaison entre les divers équipements, avec le secteur social et la santé était au programme. Or, il a fallu presque cinq ans pour que cette liaison s'établisse pleinement.

Les premières difficultés rencontrées, les plus difficiles à surmonter, avaient trait au statut professionnel des gens. Chacun, péricultrice de la crèche familiale, jardinière du jardin d'enfants intégré, institutrice d'école maternelle, voulait avant tout trouver sa place. On n'a pas échappé alors à des attitudes quasi corporatistes, à l'affirmation intempestive de sa spécialisation, défendant son territoire professionnel, adoptant les particularismes de son administration, etc., beaucoup de prudence dans les actions, de la retenue à l'égard de toute initiative, de la méfiance vis-à-vis des propositions comme vis-à-vis de la coordination, et même parfois le refus du travail commun.

Pendant des mois, il a fallu d'abord montrer à chacun que l'autre ne voulait pas le dévorer. Toutes les rencontres avortaient, à plus ou moins court terme.

La confiance s'est progressivement établie au fur et à mesure que chacun a eu la certitude d'être reconnu et entendu : la circulation d'informations, l'animation des réunions et surtout l'assurance que telle pratique, telle initiative ne seraient pas jugées au nom d'une doctrine, ont fait évoluer la situation.

Les points de vue des parents sont aussi divers que ceux des professionnels, et si ceux-ci ne sont pas là pour s'aligner sur les volontés des parents, ils ne sont pas là pour imposer les leurs.

On peut dire que, maintenant, la machine est lancée : la preuve en est que les initiatives en ce domaine viennent des équipements eux-mêmes. Mais elle ne peut s'avancer sur n'importe quelle voie, en particulier, pour les enfants, la possibilité d'aller et retour entre crèche et écoles (un des aspects du programme au Centre de petite enfance) est à peine ébauchée. Aller de la crèche à l'école, certes, mais de l'école à la crèche, impossible. Des blocages administratifs (par exemple celui de la responsabilité juridique) se dressent et les administrations comme l'Éducation nationale ne veulent pas aborder le problème.

Dans le domaine de la prévention sanitaire, un effort est fait pour mener des actions concertées et décloisonnées ; la maison médicale rencontre des enseignants, des élèves pour mettre sur pied un projet de sensibilisation aux accidents parmi les petits, les médecins de la santé scolaire sont à mi-temps médecins de la maison médicale, la P.M.I. prend en charge une information sur l'alimentation des enfants jusqu'à 6 ans, etc.

La maison médicale a été créée en novembre 1973 avec, pour patrons, les mutuelles. Elle est gérée par une équipe pluridisciplinaire, comprenant médecins généralistes et spécialistes, infirmiers, secrétaires, kinésithérapeutes, orthophonistes, psychologues (il y a un service de radiologie et laboratoires d'analyses). L'équipe est salariée à temps plein, quel que soit son statut. [...]

Elle est caractérisée par une médecine d'équipe et par une médecine lente (c'est-à-dire consultation d'une demi-heure et concertation technique et médico-sociale). [...]

La maison médicale vise :

- l'accessibilité de tous aux soins (tiers payant) ;

- une action à la fois de soins, de prévention, d'éducation.

Et pour ce, elle s'emploie à favoriser des décloisonnements.

En clair, elle souhaite agir ailleurs qu'au centre. (Un exemple intéressant : la nomination d'un médecin mi-temps maison médicale et mi-temps santé scolaire).

Un tel projet ne peut que rencontrer réticences et blocages divers (la médecine libérale la voit d'un très mauvais œil craignant de perdre sa clientèle. Il n'y a pas, de fait, de médecin en cabinet privé à Villeneuve. Les administrations ont une action de rentabilité, à l'acte, incompatible avec ce fonctionnement.) [...]

Depuis son ouverture, le centre de santé a entrepris plusieurs actions de prévention et d'éducation qu'il relate ici : « Il ne s'agissait pas pour l'équipe du centre de se faire plaisir, mais nous pensions qu'il était nécessaire d'aller à contre-courant d'une médecine qui soigne sans éduquer, qui renforce la tutelle médicale sur l'individu, une médecine qui préfère rentabiliser des équipements de plus en plus sophistiqués que s'intéresser réellement aux problèmes de santé publique.

» Certes, les techniciens de santé que nous sommes doivent soigner, mais ils doivent aussi informer pour permettre à la population de devenir plus autonome sur ses problèmes de santé et pour que, peu à peu, chacun puisse accéder à une véritable autogestion de la santé.

» Il était nécessaire de redécouvrir et de redévelopper avec la population une culture populaire en matière de santé. Dans cet esprit, nous avons entrepris deux types de démarches très différents :

- des démarches éducatives en petits groupes : les mini-conseils, la naissance sans violence ;
- des démarches collectives partant de données épidémiologiques : la campagne sur l'auto-examen du sein et sur les risques du tabac. »

« Nous avons voulu donner la possibilité aux groupes de parents de prendre en charge ce qui leur revient en matière de santé et d'éducation de leurs enfants ou de leurs propres problèmes, de moins dépendre, à tout moment, de leur médecin.

» **Les moyens** : des réunions collectives, les miniconseils, faisant se rencontrer des nouveaux parents (couples dont la femme a accouché récemment) et les futurs parents préparant la naissance de leur enfant.

» Les miniconseils sont annoncés oralement et par des affiches. Les thèmes de discussion sont choisis par les participants (les techniciens du centre de santé interviennent sur tel ou tel aspect technique). Quelques exemples de thèmes abordés : les maladies éruptives ; les accidents des jeunes enfants à la maison (intoxications, brûlures) ; le nouveau-né.

» Ces miniconseils sont subventionnés par le conseil général de l'Isère sur proposition de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

» Ils entraînent peu à peu un développement du savoir, la dédramatisation de certains problèmes, mais aussi des prises de conscience collectives.

» A partir d'eux sont établies avec les participants et l'appui technique du médecin ou de l'infirmière, des plaquettes d'information écrites en langage simple : distribuées dans le centre et dans le quartier elles ont un écho considérable ; les thèmes sont variés : l'alimentation des nourrissons, les vaccinations, la contraception, etc.

» Un exemple du développement du savoir : l'attitude de la population du quartier par rapport aux rhinopharyngites. Plusieurs miniconseils ont été consacrés aux rhinopharyngites

si fréquentes chez l'enfant : qu'est-ce qu'une rhinopharyngite ? comment la soigner simplement ? à quels signes faut-il amener l'enfant au médecin ? quelles précautions d'hygiène faut-il prendre pour les éviter ? Une information par affiches a été faite au centre. Une mutuelle importante du département (Caisse d'action sociale de l'E.D.F.) nous a demandé de faire un article sur ce sujet : autre effet indirect de ce type de démarche

» **Dédramatisation et partage des expériences** : un couple exprime dans un miniconseil son expérience mal vécue de l'hospitalisation de leur nouveau-né au service des nouveau-nés (service de bonne qualité) à l'hôpital de la Tronche (hôpital universitaire) ; on discute de la nécessité, dans certains cas, d'hospitalisation des nouveau-nés dans un service présentant un gros équipement technique, de son fonctionnement. Plus tard, une des mamans présentes à la discussion, accouche : son bébé doit être mis en surveillance dans le service des nouveau-nés de l'hôpital : le vécu de la mère et du couple sur ce problème est bon. Selon son propre témoignage, le fait d'avoir discuté de ce problème en groupe auparavant l'a aidée à assumer cette situation.

» **Prise de conscience collective** : un père fait part des troubles du sommeil de son enfant de 8 mois (les deux parents travaillent, horaires variables, deux changements de gardienne déjà). Au miniconseil, le pédiatre cite une enquête de Goudard (1975) auprès de mille enfants citadins :

- 1 sur 2 de moins de trois ans présente des troubles du comportement ;
- 1 sur 3 présente des troubles du sommeil ;
- 1 sur 3 reçoit des calmants avant trois ans, etc.

» Pendant la discussion, il est mis en évidence l'influence primordiale de l'environnement, du mode de garde sur l'équilibre de l'enfant avant trois ans. Le père en question veut sensibiliser ses camarades du syndicat et du comité d'entreprise qui prennent très peu en compte ce type de préoccupation actuellement : réclamer beaucoup de crèches, oui, mais quel type de crèche et pour quoi faire ?

La maison médicale de la Villeneuve de Grenoble n'est qu'un exemple parmi d'autres des expériences réalisées en faveur de la petite enfance. On pourrait en citer d'autres : crèches familiales, jardins d'enfants, pratiques pédagogiques nouvelles destinées à surmonter les handicaps socio-culturels, relations avec les parents, Centre de petite enfance, etc.

Raconter la Villeneuve entraînerait fort loin...

Les objectifs de la Villeneuve impliquent le partage du pouvoir. Si les animateurs et enseignants ont le devoir, parce qu'ils ont le temps et qu'ils sont payés pour cela, de proposer, d'aider à mettre en forme, ils ont également celui de soumettre leurs propositions. C'est pourquoi un projet n'est que le début du travail et doit se transformer au fur et à mesure que s'expriment les usagers et que l'expérience amène son lot de découvertes et d'enseignements. Cette démarche se caractérise par des réajustements constants et ouvre la porte aussi bien aux besoins, aux désirs, qu'au réalisme des finances et du contexte économique et politique. ■

Pour l'essentiel cet article reprend quelques bonnes feuilles de l'ouvrage « Accueillir la petite enfance », à paraître prochainement aux éditions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Prix : 36 F.

# et pourtant elle tourne

## **Khaled Fahum : Ce que veut l'O.L.P.**

Avant que ne s'achève le sommet du Camp David, Khaled Fahum, président du Conseil national de la Palestine - le Parlement palestinien - et membre du Conseil central de la Palestine, s'est entretenu avec notre envoyé spécial à Damas.

De notre envoyé spécial à Damas



Begin et Sadate.

**Tribune Socialiste :** M. Hamchari fut assassiné en 1972, on suppose par les services secrets israéliens. Le bras qui vient de tuer Ezzedine Kalak est arabe. Il s'en est suivi une violente dénonciation par l'O.L.P. des services secrets israéliens, alors qu'Abou Nidal n'a point caché qu'il avait, depuis Bagdad, commandité cet assassinat. Va-t-on assister à une accentuation des rivalités sanglantes au sein de la résistance palestinienne ?

**Khaled FAHUM :** L'O.L.P. ne souhaite pas polémiquer avec le gouvernement d'un pays arabe. Il y a, c'est sûr, des différences d'idées entre Palestiniens sur un certain nombre de problèmes. Mais ces différences d'appréciation peuvent être résolues de manière démocratique au sein même de l'O.L.P.

Cela dit, l'O.L.P. ne peut accepter d'être réprimée par un gouvernement arabe, quel qu'il soit, de même qu'elle ne peut accepter de faire l'objet de pressions car elle est le seul mouvement représentatif du peuple palestinien. Enfin, l'O.L.P. condamne ceux qui se livrent à des actes terroristes.

**T.S. :** Même quand ils sont commis par des membres de l'O.L.P. ?

**K.F. :** Je le répète, nous sommes hostiles

au terrorisme, tant individuel que collectif. Nous n'avons jamais été d'accord avec ce genre d'opérations. L'O.L.P. conduit une révolution et le terrorisme n'est pas révolutionnaire. Je répondrai à la fin de votre première question en rappelant que si l'O.L.P. est hostile au terrorisme, elle n'en est pas moins obligée de se défendre contre les forces qui lui sont hostiles et par là même œuvrent contre le peuple palestinien. Car l'O.L.P., c'est le peuple palestinien.

Nous espérons que le gouvernement et les responsables irakiens le comprendront et se montreront solidaires de l'O.L.P., au moment où notre peuple est soumis à une nouvelle attaque des Israéliens et de l'impérialisme.

**T.S. :** Se défendre, au besoin en liquidant Abou Nidal et son groupe ?

**K.F. :** Je répète que nous sommes hostiles au terrorisme. Abou Nidal n'a aucune responsabilité au sein de l'O.L.P. et du Fatha ; il n'appartient à aucune organisation de fedayins. Je vous assure que l'O.L.P., qui est comme un gouvernement pour le peuple palestinien, n'a pas l'intention de commettre d'acte terroriste.

**T.S. :** Vous venez d'évoquer la nouvelle offensive menée par Israël contre le peuple palestinien. Vous évoquez le

sommet de Camp David. Avant qu'il ne se tienne, vous avez fait connaître que vous n'en attendiez strictement rien. Faites-vous aujourd'hui la même analyse ?

**K.F. :** Nous ne sommes pas certains que rien ne sortira des entretiens de Camp David car les Etats-Unis veulent à tout prix que Sadate puisse continuer de mener sa politique, une politique qui n'a eu d'autre résultat que de diviser le monde arabe.

L'O.L.P. s'efforce au contraire de renforcer la solidarité arabe, afin que le peuple palestinien puisse recouvrer tous ses droits et les exercer pleinement : notamment le droit de reprendre possession de son territoire, le droit à l'autodétermination et le droit de construire un Etat indépendant, comme cela a été proclamé par l'assemblée générale de l'O.N.U. en 1974. Nous voulons que soit mise en application la résolution 236 de l'O.N.U.

Or, nous sommes certains que Begin refusera l'application de ces décisions car, pour lui, les territoires occupés font partie d'Israël. Il en parle de la même manière que les nazis dans les années trente, quand Hitler évoquait la nécessité d'un « lebensraum », d'un espace vital pour l'Allemagne.

Je vous rappelle ce que Moshe Dayan déclarait déjà en 1961 : « Mieux vaut Charm el Cheikh sans la paix que la paix sans Charm el Cheikh. »

**T.S. :** Yasser Arafat a-t-il rencontré Sadate avant le sommet de Camp David ?

**K.F. :** Il n'y a plus eu aucune rencontre entre Arafat et Sadate depuis que Sadate s'est entretenu avec Begin à Jérusalem en novembre 1977. Depuis sa rupture avec l'U.R.S.S., Sadate est faible, tant à l'intérieur (difficultés économiques) qu'à l'extérieur (les Soviétiques ne lui livrent plus d'armes).

Yasser Arafat a visité un certain nombre de pays arabes. Il y a stigmatisé la politique de Sadate, l'estimant très mauvaise pour la cause arabe et déclarant qu'elle représentait un danger mortel pour la cause palestinienne.

**T.S. :** Il a été rapporté en France que certains membres de la résistance palestinienne à l'intérieur des territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie) ne seraient pas défavorables à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie, à côté de l'Etat d'Israël.

**K.F. :** La résistance palestinienne est unique, qu'elle s'exprime à l'intérieur ou à l'extérieur des territoires occupés. L'O.L.P. est d'accord pour créer un Etat palestinien dans n'importe quelle partie de la terre palestinienne qui sera libérée. Il s'agit d'une étape favorable à une entente future entre Juifs et Arabes dans un Etat palestinien et démocratique. Mais le problème ne vient pas des Arabes en Palestine.

C'est Israël qui refuse l'idée d'un Etat palestinien. C'est Israël qui assure que la Cisjordanie et la bande de Gaza font partie de son territoire. C'est Israël encore qui méprise tous les droits légitimes du peuple palestinien. C'est Israël enfin qui foule aux pieds les résolutions de l'O.N.U. Ainsi en va-t-il de la résolution n° 242 que Begin n'a même pas accepté de prendre en considération à Camp David. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à créer un Etat palestinien sur toute partie du territoire libéré. C'est la position qu'a adoptée l'O.L.P. lors de son douzième conseil national.

Propos recueillis par  
Michel ETIENNE. ■

## Histoire d'un homme coupé en deux

Après la mort de Christian Ranucci, il paraît désormais impossible de douter de l'immense précarité des aveux en justice. C'est ce que montre Gilles Perrault dans son livre.

● Gilles Perrault, Le pull-over rouge, Paris, Ed. Ramsay, 1978, 441 p., 53 F.

« Christian Ranucci, 22 ans, a été guillotiné le 28 juillet 1976 à 4 h 13 dans la cour de la prison marseillaise des Baumettes. Était-il coupable ou innocent ? »

Ainsi se trouve sobrement résumé le sujet et l'objet du dernier ouvrage de Gilles Perrault qui, jusqu'ici s'était surtout consacré à dénouer des affaires troublantes d'espionnage et de résistance de la seconde guerre mondiale (l'Orchestre rouge, La longue traque, ses livres les plus connus).

Aujourd'hui, moins que jamais, on ne sait si Ranucci était coupable ou innocent de l'assassinat en juin 1974 de la petite Marie-Dolorès Rambla. L'auteur, dans le doute, n'a point voulu trancher. Un doute qui résulte simplement d'un certain fonctionnement de l'institution judiciaire. Et c'est une certitude que l'institution judiciaire est gravement coupable dans cette affaire.

● Coupable est « la Sûreté urbaine de Marseille de s'être systématiquement employée à travestir, à tronquer, à dissimuler la vérité ».

● Coupable est le juge d'instruction chargé d'informer, d'avoir bâclé, en cinq séances (ce qui est fort peu pour un crime de sang) tenant a priori pour définitivement acquises les conclusions de l'enquête policière.

Mademoiselle Ida Di Marino, puisqu'il faut bien que le nom de ce juge soit justement célébré, voulait indiscutablement une vive hostilité à Ranucci. Dans une affaire d'enlèvement de mineure où par chance existaient des témoins, Mademoiselle Ida Di Marino réussit ce tour de force de négliger d'entendre les deux témoins directs du rapt de Marie-Dolorès Rambla. Encore que la liste des excentricités auxquelles elle s'est livrée ne soit point ici exhaustive. Elle l'est dans le Pull-over rouge et cela suffit. Comme il suffit que ledit pull-over soit resté mystérieusement dans un coin de la procédure, sans que cela gêne Mademoiselle Di Marino outre mesure. Si l'on ose dire, puisque son « client » pouvait être mené à l'échafaud. Et qu'il fut effectivement coupé en deux.

● Coupables sont les experts désignés par le juge d'instruction d'avoir brossé de Ranucci un portrait hallucinant et en tout cas non conforme à la plus élémentaire des vérités évidentes. Pis, d'avoir déduit de leurs conclusions d'aveux par eux paisiblement rapportés au moment même où s'était rétracté celui qui les avait faits, alors qu'on ne leur demandait rien d'autre que de dire si l'inculpé souffrait d'anomalies mentales ou psychiques et s'il était susceptible d'avoir

été en état de démente au moment des faits. Que l'inculpé se soit plaint d'amnésie au moment de la reconstitution « exemplaire » du crime par Mademoiselle Ida Di Marino ne les a pas davantage ému puisqu'ils ont conclu à la simulation, tenant pour acquise la culpabilité de Ranucci sans que ne leur soit venu à l'esprit que s'il ne se rappelait rien du meurtre, c'était peut-être qu'il ne l'avait pas commis.

● Coupables sont les défenseurs de Ranucci de n'avoir point décortiqué, avec l'attention que méritait un tel dossier, les incohérences de l'accusation.

● Coupable est le parquet d'avoir renoncé à, sinon ordonner, du moins mener sérieusement les investigations complémentaires qu'appelaient les zones d'ombre qu'une information défaillante n'avait pas dissipées.

● Coupable encore est l'avocat général d'avoir, au mépris de la loi et de la plus élémentaire sécurité sans laquelle il n'y a pas de justice, requis une seconde fois au procès, après que les avocats eussent terminé leur plaidoirie.

● Coupable enfin, la cour de cassation d'avoir, malgré une irrégularité autant flagrante qu'inadmissible, rejeté le pourvoi formé par le condamné. Elle lui avait, ce faisant, rappelé qu'il n'était pas Pierre Goldman.

Le Président de la République, qui disposait du droit de grâce et qui choisit de ne pas l'exercer, sut s'accommoder de l'aversion profonde qu'il avait éprouvée à l'égard de la peine de mort, alors qu'il n'était que candidat. Il n'est donc coupable de rien si ce n'est d'avoir bouclé l'effroyable boucle qui devait amener un homme à être décapité.

Le livre de Gilles Perrault est un impitoyable traité des aberrations qui minent le fonctionnement de l'institution judiciaire. Toute l'affaire a été bâtie sur les aveux que fit Ranucci dans les locaux de la police et qu'il réitéra devant le juge d'instruction. « Aveux impressionnants », reconnaît Perrault. Mais les enquêteurs ont récemment négligé les autres pistes dont ils disposaient (et ils en avaient sous la main), consciencieusement balayé les faits qui montraient que les aveux de Ranucci étaient inexacts sur certains points. Ils leur fallait un coupable. De même que l'opinion déchaînée en réclamait un et n'eût de cesse qu'il fut supplicié du jour où son nom lui fut connu.

Plus que la honte, le Pull-over rouge ajoute au discrédit de la justice là où il est nécessaire qu'elle s'efforce sinon d'être juste du moins d'être impartiale et objective. Michel Foucault a raison de dire que « pour qu'une justice soit injuste, il n'est pas besoin qu'elle

se trompe de coupable, il suffit qu'elle ne juge pas comme il faut ».

Pierre Goldman avait magistralement analysé la fragilité du témoignage en justice, au point que ses Souvenirs obscurs (1) servent aujourd'hui de référence aux apprentis magistrats à l'Ecole nationale de la magistrature.

Il paraît désormais impossible de douter de l'éminente précarité des aveux en justice. Le livre de Perrault est plus que convaincant de cette certitude. Irréfutable.

M. E. ■

(1) Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France, Ed. du Seuil.

Vient de paraître  
aux éditions Syros

ACCUEILLIR LA  
PETITE ENFANCE

par le G.E.D.R.E.M.

En vente au prix de 36 F.  
Commandes à adresser à la

Librairie Syros

9, rue Borromée

75015 Paris

ACCUEILLIR  
LA PETITE ENFANCE

GEDREM



## Sonate pour deux femmes seules

Quand on est aveugle, il ne vous reste plus qu'à deviner les autres.

● **Sonate pour deux femmes seules et une cité H.L.M.**, de Christian Liger. Théâtre Essaion, 6, rue Pierre-au-Lard, 75004 Paris (jusqu'au 4 novembre).

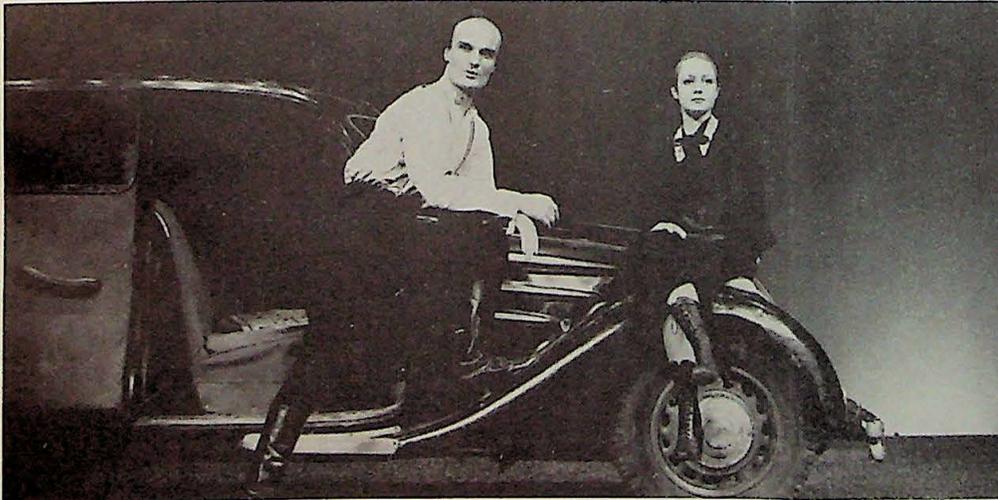
Une femme aveugle dans la chape de béton d'un immeuble H.L.M. Là où la vie des autres s'effiloche — petites tâches, petits soucis, médiocrité journalière —, accordée au monde extérieur par l'oreille, elle saisit une réalité globale dans laquelle l'agnie devinée d'un vieillard à quelques mètres de là, ou le dépeçage dans la cour, nuit après nuit, d'une voiture volée, ne sont que des éléments parmi d'autres.

Peu à peu, le thème de la pièce s'affirme : comment savoir tout de la vie et du corps humain — souffrance et honte —, après les tortures nazies qui ont rendu cette femme

infirmes, être maître de cette connaissance et essayer de vivre avec les autres ?

La pièce est d'abord fascinante. Le personnage de la femme (Viviane Théophilidès) tient suspendus à ses propos non seulement la jeune fille montée lui rendre un châle tombé sur son balcon, mais le spectateur qui se laisse prendre à ce cinéma que la femme déroule devant lui, la femme momie vivante dans l'énorme construction en béton, mais aussi visage lisse tendu vers des mains qui pourraient encore le caresser ou appuyé contre le ventre de la jeune fille, y cherchant une relation avec la vie. Quand la pièce faiblit, elle ne trouve pas dans la mise en scène l'appui solide qui l'eût aidée à éliminer longueurs et scories, pour garder vivant le double jeu de la communication et d'un fantastique de la solitude.

D.N. ■



## Les bonnes adresses du Festival d'automne

Le Festival d'Automne (septembre-décembre) est une des plus riches manifestations artistiques de la rentrée. Notez déjà les deux premiers rendez-vous à ne pas manquer. On en reparlera !

● **Maitre Puntila et son valet Matti**, de Bertold Brecht. Théâtre Mogador (du 19 septembre au 14 octobre).

Le Puntila de l'année : celui de Georges Lavaudant, venu de Grenoble (cf. « Tribune Socialiste » n° 784), pour réinventer la fable de Brecht. Une fable qui paraît, tout d'un coup, mille fois plus

forte qu'on ne le croyait. Un spectacle d'une qualité et d'une beauté rares.

● **Mori el merma**, par le théâtre de la Claca. Grande salle, Centre Georges-Pompidou, à 19 h 30 (du 20 septembre au 16 octobre).

Pour fêter allégre ses quatre-vingt-cinq ans, le peintre Joan Miro a dessiné de grosses marionnettes follement ubuesques qui partent en guerre contre la tyrannie et la répression. Un spectacle politique qui nous vient d'Espagne. A découvrir.

F.G. ■

## Notre menu

7 341 lecteurs de Tribune socialiste ont trouvé l'erreur (volontaire) que nous avions glissée dans le n° 793 et nous ont écrit. Bourges est dans le Cher, et non pas le Loir-et-Cher. Cela dit, on parle encore de cette ville avec « La Malle en fête », les 26, 27 et 28 septembre.

C'est une série de spectacles organisés par la maison de la culture, et la municipalité, avec (le début des spectacles est à 20 h 30) :

● le 26 : Biscuit Roller ; Marie-José Villar ; Imago.

● le 27 : Danses d'Espagne ; Tiempo Argentino.

● le 28 : Bernard Lavilliers.

A Paris, cette semaine, vous pourrez voir et entendre Dieu. Ce dernier vous donne rendez-vous du 26 septembre au 28 octobre au Palais des Arts, 325 rue Saint-Martin, tous les soirs sauf dimanche et lundi à 20 h 30.

Qu'est-ce que Dieu ? C'est un texte de Victor Hugo, « une action de voix, de sons et de gestes », c'est un théâtre sonore réalisé par Pierre Henry.

Jean-Paul Farré (pas confondre avec Jean Paul 1<sup>er</sup>) est l'acteur unique de cette fresque où le lyrisme côtoie l'humour. A voir religieusement...

Un petit rappel pour Jacques Bertin. On a vu son spectacle, c'est toujours Siegfried Kessler et Didier Levallet qui l'accompagnent et c'est encore plus fort que ce qu'on connaissait. Jusqu'au 7 octobre à 20 h à la Gaité-Montparnasse.

La semaine prochaine, on parlera de Bedos qui revient à partir du 3 octobre à Bobino.

Michel MARTIN ■

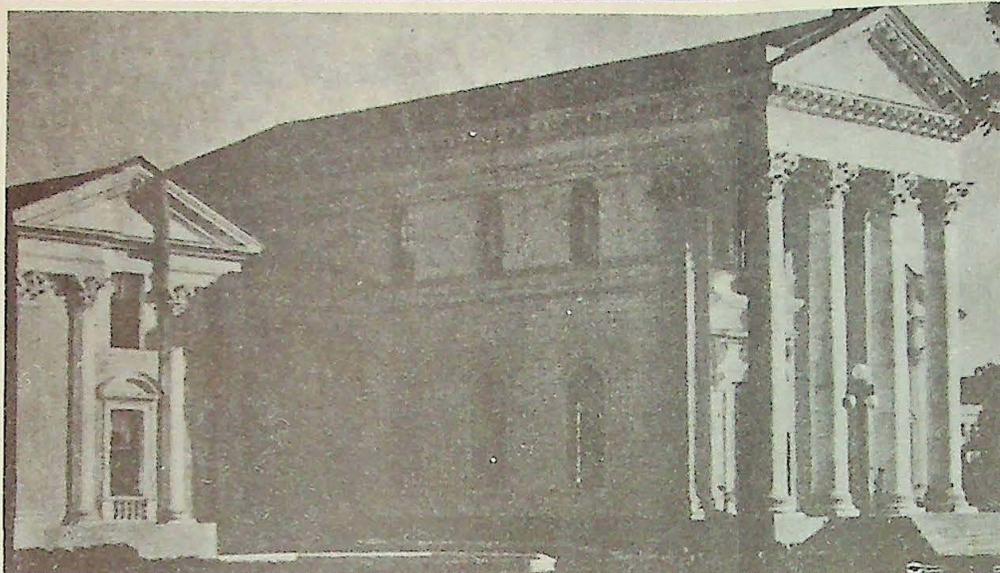
## L'eau en poudre

● **L'eau en poudre**, de Roland Dubillard. Théâtre des 400 Coups, 21 h 30 (à partir du 21 septembre).

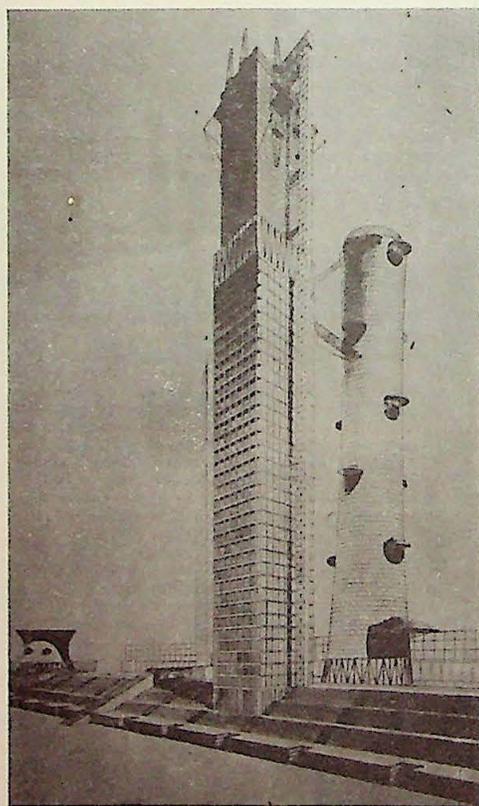
Aimez-vous glisser dans l'illogisme ? Basculer dans le délire et l'incohérence ? Si oui, précipitez-vous dans l'univers de Roland Dubillard. Marc Dudicourt, gros poupon ridé, et Jacques Seiler, Français moyen glabre et démoniaque, ont concocté pour vous un spectacle où le comique bat son plein... d'angoisse. « L'eau en poudre » est une série de sketches où Dubillard, vieux farceur, jongle avec les mots et les sophismes afin de faire éclater une espèce de surnaturel du langage dans lequel se glisse, ombre inquiétante, un climat de peur à la Raymond Devos.

Mais Dubillard, c'est plus encore que Devos. C'est un peu l'enfant illégitime (et qui s'en porte bien) de Raymond Queneau et de la « Cantatrice chauve » de Ionesco. Il faut le découvrir pour le croire ! A travers, notamment, le fameux compte-gouttes qui ne compte les gouttes que dans un seul sens (et la panique pour expliquer ce qu'est, en fait, une goutte), on saute dans un monde unique en son genre. On y découvre les rapports mystérieux qui existent entre la crainte de la pluie et celle de la police ; et on y fait la connaissance d'un brave plouc obsédé par les blocs, et qui ne peut dissocier, dans son esprit, les U.S.A. de l'Union soviétique. En une heure non-stop, c'est un régal pour l'esprit.

Fabian GASTELLIER. ■



## L'architecture stalinienne



● Anatole Kopp, *L'architecture de la période stalinienne*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978, 416 p., 62 F.

● « Espace urbain en U.R.S.S., 1917-1978 », Centre Georges Pompidou, Galerie d'actualité du Centre de création industrielle (jusqu'au 18 septembre).

Pour les révolutionnaires des années vingt, architectes ou hommes politiques, l'essentiel du combat entrepris visait à créer les conditions d'une transformation radicale de la société. Ils voulaient construire un système social dans lequel un homme nouveau pourrait naître et s'épanouir. Cette première

période se caractérise par une lutte réelle pour une transformation des rapports sociaux, une volonté constante d'imaginer un mode de vie autre, une innovation en matière d'habitat et d'aménagement, et par un souci, non moins constant, des problèmes de la vie quotidienne des travailleurs. La démarche du courant « Constructiviste » (1) est axée sur la construction d'un cadre de vie conforme aux objectifs du socialisme ou à tout le moins ne bloquant pas irrémédiablement toute évolution ultérieure. Ces propositions ne restèrent pas l'apanage d'un groupe de théoriciens, mais trouveront un écho important dans les expériences enracinées dans



l'héritage des socialistes utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle (notamment chez Tchernichevsky) (2).

Maison-Commune, socialisation des tâches ménagères, emploi des femmes, clubs ouvriers, art désacralisé... un fourmillement d'idées, une multiplicité de réalisations, même limitées, tel est le tableau qu'il faut dresser des années vingt. Toutes ces expériences sont entachées d'utopie, certes... mais l'utopie n'est-elle pas nécessaire ?

Dès le début des années trente, le pouvoir politique condamne avec violence ces efforts et ces tentatives pour sortir des sentiers battus, en partie lors de la résolution sur la reconstruction du mode de vie (3). Désormais tout ce qui existe en U.R.S.S. — famille, Etat, ville... — est socialiste. L'heure n'est plus à la richesse du débat et à des pratiques différentes ; la vérité est unique, édictée par un groupe restreint de dirigeants.

L'appel de la direction du Parti aux architectes se limitera à les encourager à « **renouveler l'architecture nationale** » (4) et à y mettre un « **contenu socialiste** » ; c'est en fait un formalisme conservateur qui se développera, s'inspirant des constructions passées. S'érigent sur tout le territoire, des immeubles s'ornant de colonnes, répliques de celles de la Renaissance ou Grecques.

Expliquer l'apparition de cette forme d'architecture par l'intervention du Pouvoir ou par l'orientation idéologique du Parti-Etat est certes nécessaire mais non suffisante.

Face à cette ébullition constante et à cette volonté d'étendre à tous les avantages de la Révolution, les couches sociales favorisées par la politique de la NEP (Nouvelle politique économique) (5) se sont senties menacées dans leur existence. C'est sur ces couches que s'est appuyé le pouvoir, pour trancher le débat en cours. Bénéficiant d'avantages substantiels, ne se limitant pas au salaire, ces couches ont voulu ancrer dans les faits ces différences ; elles ont ressenti le besoin de se rassurer et de créer le cadre de vie leur garantissant les services auxquels elles prétendaient : ceux d'une bourgeoisie. Une preuve parmi d'autres ? L'existence d'une « chambre de bonne » dans les programmes de constructions.

En architecture, elles ont favorisé la recherche du grandiose, du gigantisme et de la monumentalité. Cette architecture « de façade » visait à accroître la distance entre ces nouveaux dirigeants et la masse des travailleurs, de plus en plus exclus du pouvoir. Comme le montre très précisément A. Kopp, la transformation du programme du Palais des Soviets est caractéristique de cette évolution : augmentation de la surface construite, retour des fauteuils des dirigeants sur une estrade, rejet à l'extérieur des foules juste mobilisables pour les parades...

A lire ce livre, le contraste entre la richesse et la diversité des années vingt en U.R.S.S., et d'autre part la médiocrité et l'uniformité de l'architecture des décennies suivantes est frappant. Il est temps de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le(s) projet(s), à la fois entaché(s) d'utopie et de réalisme, n'ont jamais pu voir le jour.

C'est tout le mérite de l'ouvrage d'Anatole Kopp d'apporter de nombreux éléments de réponse.

Jean-Marc LAURENT ■

(1) Mouvement d'architectes (mais pas uniquement) regroupés autour de la revue « Architecture contemporaine », qui sera le défenseur d'une intervention politique sur l'espace, s'appuyant sur une analyse marxiste. Principaux animateurs : Okhitovitch, Guinzbourg, Leonidov, Barchtch. En préparation la publication d'un certain nombre de documents et textes de cette époque, dont T.S. parlera très prochainement.

(2) Tchernichevsky, *Que faire ?*

(3) Résolution du comité central du Parti Bolchevik, *Pravda* du 29 mai 1930.

(4) Importée au XVIII<sup>e</sup> siècle par Pierre le Grand.

(5) Politique menée à partir de 1921, maintenant un certain secteur privé.